Le déterminisme social reste très puissant en France | RAEF 2025

TRAVAUX PUBLIÉE LE 28/10/2025

Saisine liée :
ÉGALITÉ DES CHANCES : MYTHE OU RÉALITÉ ? – RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE 2025
Formation de travail liée : COMMISSION ÉCONOMIE ET FINANCES

Avis adopté "Egalité des chances : mythe ou réalité ? - Rapport annuel sur l'état de la France 2025"

Dans une actualité politique instable autour de la lecture du projet de budget 2026, et après la nomination récente d'un énième Gouvernement, le CESE dresse avec l'édition 2025 de son Rapport annuel sur l'état de la France (RAEF) un portrait inédit de l'état d'esprit des Françaises et des Français.

Découvrir l'essentiel de l'avis

Lire l'avis

A travers la troisième édition du baromètre CESE-Ipsos et une analyse de pans de politiques publiques sous l'angle de l'égalité des chances, le RAEF 2025 révèle un pessimisme croissant des Françaises et des Français, ainsi qu'un déterminisme social encore très puissant dans la société. Le CESE identifie des pistes d'action prioritaires dans 5 domaines afin de redonner de l'espoir au pays et de réduire les fractures sociales.

L'avis a été adopté à l'unanimité en séance plénière le 28 octobre 2025 avec 124 voix pour.

L'ascenseur social fonctionne-t-il encore ?

En France, l'égalité des chances est un idéal qui sous-tend de nombreuses politiques publiques dont l'objectif est la réduction des inégalités dans plusieurs champs de la vie publique et privée. Ce concept est étroitement lié à celui d'égalité des opportunités ou de mobilité sociale, souvent considérée comme un indicateur clé de l'égalité des chances. À l'inverse, les inégalités de chances persistent et se manifestent dans presque tous les domaines socio-économiques.

En France, l'égalité des chances inspire de nombreuses politiques publiques. Celles-ci s'appuient sur des mécanismes sociaux, fiscaux et réglementaires visant à réduire les inégalités dans des domaines variés : santé, éducation, logement, environnement, transports, territoires, emploi, patrimoine, ou encore les disparités entre femmes et hommes.

Objectif politique réaliste pour certains, idéologie trompeuse pour d'autres : où en sommes-nous en France en 2025 ?

C'est tout l'objet de l'édition 2025 du Rapport annuel sur l'état de la France (RAEF), qui révèle un pessimisme croissant des Françaises et des Français et un déterminisme social encore prégnant dans la société.

Le RAEF 2025 s'appuie sur trois volets :

Un sondage CESE-Ipsos, troisième édition, sur l'état de la France, des Françaises et des Français

Neuf analyses de politiques publiques sous le prisme de l’égalité des chances,

L’analyse de 16 indicateurs socio-économiques

? Qu'est-ce que le Rapport annuel sur l'état de la France (RAEF) ?

Le Rapport annuel sur l’état de la France (RAEF) est rendu chaque année par le Conseil économique, social et environnemental (CESE) au Gouvernement et au Parlement. Thermomètre social, économique et environnemental du pays, il propose une radiographie de la société française, avec ses évolutions, ses équilibres, ses fractures et ses tensions. Miroir tendu au pays par les organisations de sa société civile, il constate ce qui a changé en une année, ce qui pourrait ou devrait changer, et propose des solutions et des évolutions de politiques publiques pour y répondre.

Les résultats du sondage CESE-Ipsos 2025

Pour la troisième année consécutive, le CESE a fait appelle à l'institut Ipsos afin de mesurer la perception des Françaises et des Français sur leur pays ainsi que la question de l'égalité des chances.

Un pessimisme généralisé, alimenté par la situation politique et les préoccupations quotidiennes

En 2025, les Françaises et les Français expriment un pessimisme record quand à l'avenir du pays, leur avenir personnel et l'avenir de la planète et de la Nature :

74 % d’entre eux se déclarent pessimistes vis-à-vis de l’état de la France, soit une hausse de 11 points en un an

40 % des Françaises et des Français sont pessimistes quant à leur avenir personnel (+4 points en un an)

71 % le sont pour l’avenir de la planète et de la nature (+4 points).

Un climat d'inquiétude qui peut trouver une explication dans le contexte d'instabilité politique dans laquelle le pays est plongé, la situation politique prenant la troisième position des préoccupations, citée par 32% des sondés, en hausse de 8 points par rapport à l'année dernière.

Aux deux premiers rangs des préoccupations, les enjeux du quotidien, avec la santé et celle de leurs proches à 37% (-3 points en un an), suivies de près par le pouvoir d'achat, à 34% (stable).

<img src="https://public.flourish.studio/visualisation/25808376/thumbnail" width="100%" alt="scatter visualization">

Des inégalités des chances de plus en plus visibles et ressenties

Les Françaises et les Français étaient également interrogés cette année sur leur perception de l'égalité des chances en France. Pour une majorité, elle reste un mythe :

*Seul **1 français sur 10 considère que tout le monde a les mêmes chances de réussir***

2 sur 3 déclarent avoir été personnellement confrontés à une situation d'inégalités des chances

<img src="https://public.flourish.studio/visualisation/25810541/thumbnail" width="100%" alt="chart visualization">

Plus inquiétant, **cette perception s’étend aux politiques publiques, censées pourtant agir en faveur d’une meilleure égalité des chances : 4 Français sur 10 estiment que celles-ci sont improductives, voire creusent les inégalités**. Ce sentiment est encore plus marqué parmi les personnes qui estiment avoir personnellement vécu une situation d’inégalités des chances (53 %) et celles dont le pouvoir d’achat ne permet pas de couvrir leurs besoins essentiels (52 %).

Alors comment agir ? A cette question, **les Françaises et les Français sont une majorité à considérer que l'école et les entreprises sont des leviers pour réduire les inégalités des chances.**

<img src="https://public.flourish.studio/visualisation/25823404/thumbnail" width="100%" alt="chart visualization">

Découvrir l'enquête CESE-Ipsos 2025

---

5 axes pour réduire les inégalités des chances

A partir de ce constat, les commissions ont abondamment contribué au RAEF 2025, s’appuyant notamment sur les préconisations d’avis récemment adoptés et portant sur de nombreuses politiques publiques, et on dégagé 5 axes afin de réduire les inégalités des chances.

1. Le patrimoine

Les **10 % des ménages les plus riches détiennent 60 % du patrimoine net**. La part de la fortune héritée dans le patrimoine total des ménages n’a jamais été plus élevée (60 %) freinant considérablement la mobilité sociale : les inégalités se transmettent de génération en génération. La hausse des prix de l’immobilier et les récentes réformes fiscales ont bénéficié aux 1 % les plus aisés.

Que faire ? Les propositions du CESE :

Une plus grande progressivité de la fiscalité du patrimoine.

Mieux organiser le débat et la délibération avec l’ensemble des parties prenantes afin de faire aboutir concrètement ces réformes.

2. L'éducation

10 % d’une cohorte sortent chaque année du système scolaire sans diplôme. Cette proportion est 5 fois plus élevée chez les enfants d’ouvriers que chez ceux de cadres. Or le diplôme est un déterminant majeur des trajectoires de vie.

Que faire ? Les propositions du CESE :

Réduction du nombre d’élèves par classes.

Lutte contre le décrochage scolaire.

Renforcement de l’accès aux soins et à l’accompagnement social et psychique des élèves.

Meilleure valorisation des compétences acquises.

3. Le monde du travail

Les opportunités d'accès à l'emploi sont inégales à travers les territoires : **le nord et l'est de la France représentent 78 % des pertes d'emplois industriels**. Les fermetures d'usines entraînent un effet domino sur tout l'écosystème économique local qui pèse sur les opportunités de formation et d'emploi.

Que faire ? Les propositions du CESE :

Stratégie industrielle coordonnée entre l'État, les filières et les collectivités.

Renforcement des formations répondant aux besoins des entreprises.

Revalorisation des métiers à prédominance féminine.

4. La transition écologique

12 millions de personnes étaient en situation de précarité énergétique en 2022. Dans les zones rurales, la dépendance à la voiture reste forte tandis que les alternatives durables et abordables restent insuffisantes. Les inégalités face aux catastrophes naturelles, conséquences du changement climatique, sont un sujet de préoccupation croissant, le système assurantiel sous tension menaçant de réduire la couverture des risques.

Que faire ? Les propositions du CESE :

Budget et moyens suffisants en appui aux territoires et acteurs économiques.

Aides financières ciblées vers les plus modestes

Développement des mobilités durables dans tous les territoires

Associer les citoyens à la transition pour éviter les exclusions.

5. Les inégalités territoriales

Elles compromettent fortement l'égalité des chances, notamment dans les **quartiers prioritaires de la politique de la ville** (QPV), les **zones rurales** et les **Outre-mer** où l'accès au logement, à la santé, à l'éducation, aux mobilités et aux infrastructures reste insuffisant. A cela s'ajoutent les moindres opportunités d'accès à l'emploi. Dans ces territoires, ce sont surtout les jeunes qui sont frappés par l'absence d'égalité des chances et d'opportunités économiques.

Que faire ? Les propositions du CESE :

Renforcement des services publics dans les territoires.

Construction d'une véritable politique d'égalité républicaine.

Garantie d'un socle commun de droits sociaux sur l'ensemble du territoire en corrélation avec les besoins de la population.

Découvrir l'essentiel de l'avis

Lire l'avis

La rapporteure

Fabienne Rouchy siège au CESE en tant que présidente du groupe de la CGT. Secrétaire confédérale, elle siège au Bureau confédéral de la CGT où elle suit les questions environnementales.

© - copyright CESE - Novembre 2026